

Pour un accueil vraiment DIGNE de TOUTES les personnes exilé.es !

L'Etat ne respecte pas le code de l'action sociale.

Les droits fondamentaux sont bafoués par une politique qui, de fait, s'oppose au droit à l'exil, à la liberté de circulation et d'installation.

A Rennes, le Préfet applique avec zèle la politique raciste et xénophobe du gouvernement :

- **Contrôles au faciès à des sorties de métro ;**
 - **Pression sur les habitant.es d'un lieu réquisitionné par des passages répétés de la police;**
 - **Intimidation de militant.es qui menaient une action pacifique à l'entrée de la Préfecture ;**
 - **Déploiement démesuré de forces de police et contrôles d'identité de personnes racisées à l'occasion d'une manifestation contre la loi Darmanin-Ciotti-Le Pen ;**
 - **Entrave à la liberté de manifester en modifiant les parcours unilatéralement ou en les interdisant ;**
 - **Multiplication des assignations à résidence et des OQTF ;**
 - **Silence de la Préfecture face à nos demandes de rendez-vous ;**
- Accès rendu excessivement difficile aux services de la Préfecture.**

Face aux manquements de l'État, les campements insalubres et autres "solutions" inacceptables se multiplient.

Pour y pallier et faire face à une demande d'expulsion d'un "hangar" par la Mairie, nous avons réquisitionné un bâtiment du Conseil régional, vide depuis des mois. D'autres collectifs continuent quant à eux d'ouvrir des écoles pour y loger des familles.

Cette solidarité n'est pas une solution mais révèle l'importance de la pénurie ainsi que l'absurdité du manque de régularisations. Faute de régularisation, faute de pouvoir travailler pendant l'étude de leur dossier de titre de séjour, les personnes exilées se retrouvent à la rue.

Seules solutions : la régularisation de tou-te-s et la réquisition des lieux vides.

Comment soutenir que c'est impossible quand le nombre de réfugiéEs ne représente que 0,6% de la population de l'Union Européenne !

Face au discours dominant relayé dans les grands médias, nous soutenons que nous ne vivons pas une crise migratoire mais une crise de l'accueil. L'immigration est une chance, y compris économique et démographique.

Nous dénonçons une politique toujours plus violente à l'égard des personnes exilées dont la loi Darmanin-Ciotti-Le Pen est l'expression ultime.

MANIFESTATION SAMEDI 23 MARS 2024, 15 heures, à République

L'InterOrganisation de Soutien aux Personnes Exilées (IOSPE)

Accueil Réfugiés Bruz ; Action Culture Entreprise ; ATTAC Rennes ; CCFD Terre Solidaire ; Cimade 35 ; DAL 35 ; Ensemble 35 ; FO Action Sociale 35 ; FSQ ; FSU 35 ; GES 35 ; GL 14/10 ; Groupe Migrants FI Rennes ; LDH Rennes ; MIR ; MRAP 35 ; NPA Rennes ; PCF Rennes ; Québriac Migrants Solidarité ; Solidaires 35 ; UL CGT Rennes ; UTUD